

## A La Baule, la rentrée de LR sent (déjà) le sapin

PAR LUCIE DELAPORTE

ARTICLE PUBLIÉ LE DIMANCHE 1 SEPTEMBRE 2019



Guillaume Larrivé, Christian Jacob et Jean Leonetti à La Baule. © LD

Les Républicains, qui doivent élire en octobre le président de leur parti, ont fait une rentrée politique lugubre à La Baule, en l'absence des principaux ténors de la droite.

Devant les caméras, Bruno Retailleau et Christian Jacob échangent bien quelques blagues sur les kilos perdus du second, en campagne depuis quelques semaines pour prendre la tête du parti en octobre prochain. Mais c'est peu dire que le cœur n'y est pas.

Après la déroute de LR aux élections européennes, et la démission de Laurent Wauquiez, le parti n'est plus que l'ombre de lui-même. Dans les allées clairessemées du centre des congrès de La Baule, la sinistrose est difficile à dissimuler. Et les sourires convenus du sénateur de Vendée comme du président du groupe LR au Sénat et patron des députés LR à l'Assemblée n'y changent rien. Peu d'élus ont fait le déplacement à La Baule ce samedi 31 août – à peine une quinzaine de parlementaires – et les militants présents ne se font pas beaucoup d'illusions. Ce n'est sans doute

pas l'élection interne d'un nouveau président qui va redonner du souffle à leur parti, asphyxié depuis l'élection de Macron.



Guillaume Larrivé, Christian Jacob et Jean Leonetti à La Baule. © LD

Les grands ténors de la droite sont absents. Après Xavier Bertrand, Valérie Pécresse a elle aussi claqué la porte de LR avant l'été, en dénonçant un parti « cadennassé » et recroquevillé sur des postures conservatrices. La présidente de la Région Île-de-France a donc fait sa rentrée de son côté ce samedi à Brive-la-Gaillarde avec son mouvement Libres !. Laurent Wauquiez, assommé par la déconfiture aux européennes, est resté dans son fief auvergnat pour faire sa traditionnelle ascension du mont Mézenc en petit comité.

L'élection à sa succession, qui va se dérouler les 12 et 13 octobre prochains, s'annonce des plus ternes. Les trois candidats qui ont obtenu les parrainages nécessaires – le député de Seine-et-Marne Christian Jacob, le député de l'Yonne Guillaume Larrivé et celui du Vaucluse Julien Aubert se sont engagés à ne pas se présenter en 2022. Dans ce casting de seconds couteaux, le patron du groupe LR à l'Assemblée nationale, qui a recueilli le maximum de soutiens d'élus et de militants, part grand favori. Mais personne ne croit vraiment ici que son élection répondra aux questions désormais existentielles qui se posent aux Républicains.

« Stop ou encore ? C'est la question qui nous est posée à nous les Républicains. Allons nous continuer à glisser sur la pente de la disparition ? », s'interrogeait d'ailleurs à voix haute Guillaume Larrivé, l'ancien conseiller de Brice Hortefeux au ministère de l'intérieur, en rappelant que cette rentrée était « la huitième rentrée depuis le désastre électoral

de 2012, la troisième depuis le big-bang Macron ». Soit autant d'années où la droite, hors élections locales, a été tenue dans l'échec.

Après une nouvelle rentrée, cette fois encore placée sous le signe de la reconstruction, l'inquiétude sur l'avenir du parti, et plus profondément sur sa raison d'être, a manifestement gagné les rangs. « *On ne peut pas éternellement reproduire la logique des Shadoks selon laquelle plus on échoue, plus on a une chance de réussir* », a souligné le candidat à la présidence de LR. « *Les Français regardent LR comme un parti d'hier. Soyons lucides* », a affirmé celui pour qui Nicolas Sarkozy reste le meilleur président de la V<sup>e</sup> République « *après le général de Gaulle* ».

Face à un Emmanuel Macron qui aurait instauré « *le politiquement correct comme religion d'État* » et serait gagné par « *le gauchisme culturel* », Julien Aubert, 41 ans, a expliqué vouloir quant à lui « *renouer avec l'esprit du RPR, le vrai. Celui de Philippe Séguin et Charles Pasqua* » qui ont eu, selon lui, « *le tort d'avoir raison trop tôt* ».



Fin du meeting de La Baule. © LD

Christian Jacob, qui défend dans cette élection son ancrage de terrain, lui qui a été élu et réélu à la mairie de Provins (Seine-et-Marne) et à son poste de député, est allé chercher encore plus loin ses patronages. Après avoir naturellement évoqué Jacques Chirac, et sa capacité « *à rassembler* », le candidat à la présidence de LR a évoqué les deux barons gaullistes Alain Peyrefitte et Olivier Guichard, ancien maire de La Baule. « *On pense à leurs ancrages territoriaux respectifs* », a-t-il justifié, au mandat de maire « *qui oblige à l'humilité. Pas la qualité la plus répandue dans notre famille politique* ».

La perspective des municipales, que la droite avait largement remportées en 2014, devrait être l'occasion de montrer que LR bouge encore et que, contrairement à LREM, elle possède encore un puissant réseau d'élus sur le terrain.

Faisant une courte apparition, François-Xavier Bellamy, qui a mené la liste LR à la débâcle aux européennes – la droite réalisant son pire score sous la V<sup>e</sup> République – a tenu à rappeler ce que lui apportait son mandat de maire adjoint à Versailles. « *Je suis un élu local depuis dix ans et je suis sûr que notre famille politique saura se reconstruire par le terrain. Les municipales seront l'occasion de retrouver la vérité politique* », a-t-il expliqué à quelques journalistes avant de s'esquiver.

Pourtant, chacun sait que ce réseau d'élus, courtisé par LREM, n'est pas une rente et que les candidats qui ne comptent pas basculer dans le macronisme ne souhaitent en tout cas surtout pas faire campagne en mettant en avant l'étiquette LR, si sévèrement démonétisée.

Dans cette campagne qui démarre, rien n'est donc acquis à la droite. « *Avant, vous étiez dans l'opposition mais vous aviez l'assurance que le balancier [de l'alternance – ndlr] vous ramènerait au pouvoir* », a souligné à la tribune Bruno Retailleau, appelant sa famille à voir les choses en face.

« *C'est peut-être la fin d'un monde, et il ne faut pas forcément s'y accrocher* », a lancé le sénateur de Vendée, avant de conclure par un enthousiaste : « *L'avenir, c'est vous !* », devant un parterre de têtes grisonnantes où les moins de 75 ans se comptent sur les doigts d'une main.

Président de LR par intérim depuis le départ de Laurent Wauquiez, Jean Leonetti a quant à lui voulu terminer sur une note d'humour au sujet de l'élection de la présidence du parti : « *Comme me disait récemment un ami : cette élection, au moins, on est sûrs de la gagner.* » On se rassure comme on peut.

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Directeur éditorial** : François Bonnet

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : [contact@mediapart.fr](mailto:contact@mediapart.fr)

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : [serviceabonnement@mediapart.fr](mailto:serviceabonnement@mediapart.fr). ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.